

Les diocèses impossibles

● ● ● **Philippe Gardaz**, Lausanne
Avocat, spécialiste du droit ecclésiastique¹

Le concile Vatican II a souligné, pour ne pas dire révélé, l'importance fondamentale des diocèses, c'est-à-dire des Eglises particulières « ...dans lesquelles et à partir desquelles existe l'Eglise catholique » (*Lumen gentium* 23). Le diocèse est la portion du peuple de Dieu confiée à un évêque pour qu'il en soit, en coopération avec ses prêtres, le pasteur exerçant les fonctions d'enseignement, de sanctification et de gouvernement.

Ainsi, prêtre, prophète et roi, l'évêque diocésain détient, à titre propre et non comme délégué de Rome, le pouvoir ordinaire et immédiat nécessaire à l'exercice de sa charge pastorale, sous réserve des pouvoirs expressément réservés au pape ou à une autre autorité ecclésiastique. Entouré, certes, de conseils consultatifs (conseil épiscopal, conseil presbytéral, conseil pastoral), il n'en demeure pas moins le chef unique de son Eglise diocésaine. En tant que pasteur diocésain, il est la pierre angulaire de la vie ecclésiastique.

La culture helvétique

Si la concertation est bien usuelle dans l'Eglise comme dans les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes), dans celles-ci toute décision importante est prise par un collège (organe exécutif, assemblée délibérante ou cour judiciaire). Même si, dans les entreprises privées, le patron décide finalement seul, la culture helvétique est profondément marquée par le caractère collégial de l'autorité, exécutive en particulier. Dès lors, le statut et le rôle de l'évêque diocésain sont mal perçus en Suisse. Le biotope helvétique est réticent face au pouvoir personnel et les Suisses peinent à voir que l'évêque diocésain, même s'il détient un pouvoir, exerce un ministère, un service.

Dans ce contexte, la fonction de gouvernement (*munus regendi*), de l'évêque diocésain notamment, n'est pas mise en valeur. La notion même de cette fonction est méconnue, d'autant que le droit canonique qui en précise les modalités d'exercice est largement ignoré dans notre pays, et pas seulement sur ce point particulier.

L'ancien Code de droit canonique, compilation systématique des innombrables normes accumulées au cours des siècles et encore en vigueur, a été édicté en 1917. Avant même le concile

église

Les trois grands diocèses de Suisse sont sur le devant de la scène : le nouvel évêque de Bâle vient d'être consacré ; le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg attend la nomination d'un nouvel évêque diocésain ; quant au diocèse de Coire, il bruisse de querelles en lien avec la désignation d'un second évêque auxiliaire. Dans ce contexte, la question de l'avenir de ces diocèses se pose. Qu'en est-il au plan suisse et pour chacun d'eux ?

1 • Ancien juge suppléant au Tribunal fédéral (1997-2008), Philippe Gardaz est président du conseil de l'Institut de droit des religions de l'Université de Fribourg. (n.d.l.r.)

église

Vatican II (1962-1965), ce code était considéré comme dépassé sur bien des points et mis de côté. Le droit canonique a alors été évacué de la vie ecclésiale. Bien que le nouveau Code, en vigueur depuis 1983, traduise sur un mode normatif l'ecclésiologie mise à l'honneur par le concile, il n'a pas modifié le climat de méfiance, pour ne pas dire de suspicion, entourant le droit canonique, comme si Amour (un absolu) et Droit (une nécessité) ne pouvaient cohabiter. Et lorsque les cadres ignorent, dans les deux sens du terme, le « règlement de l'entreprise », le fonctionnement de celle-ci est menacé.

La grande complication

Mais au-delà de la culture de la collégialité et de la réticence face au droit canonique, c'est la composition et l'organisation des trois grands diocèses suisses qui font obstacle à l'unité et au bon fonctionnement de ceux-ci.

Les trois petits diocèses suisses ont, eux, une unité naturelle : le territoire du diocèse de Lugano correspond à celui du canton du Tessin ; celui de Saint-Gall englobe les cantons de Saint-Gall et les deux Appenzell ; quant au diocèse de Sion, il correspond au Valais, sans les quelques paroisses rattachées à l'Abbaye territoriale de Saint-Maurice d'Agaune, mais augmenté du Chablais vaudois (district d'Aigle sans Villeneuve). C'est clair et intelligible.

En revanche, les trois grands diocèses sont fort compliqués. Ainsi, le diocèse de Bâle ne comprend pas moins de dix cantons (AG, BL, BS, BE, JU, LU, SH, SO, TG, ZG). Son territoire est morcelé, Schaffhouse et la Thurgovie étant séparés du gros du diocèse. Le diocèse de Coire englobe sept républiques cantonales (GL, GR, NW, OW, SZ, UR, ZH).

Plus de la moitié de ses fidèles résident dans un seul canton, Zurich évidemment. Le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg comprend aussi le canton de Neuchâtel. La majorité des fidèles vivent sur les rives du Léman.

Ces diocèses composites sont divisés en plusieurs vicariats épiscopaux ou régions pastorales et ont une organisation complexe, les services pastoraux étant organisés au plan cantonal. Au surplus, les responsables pastoraux doivent collaborer avec les fédérations ou corporations administratives de chaque canton (qui s'appellent « Eglise » dans certains cantons !). Comme l'a écrit récemment le cardinal Koch, ancien évêque de Bâle : « Cela représente, on s'en doute, une tâche surhumaine... »

Il ne s'agit pas d'un problème de dimension, de grosseur : il existe bien des diocèses qui ont un nombre de fidèles plus important que les grands diocèses suisses. La difficulté réside dans le morcellement, voire l'émiettement de ces Eglises particulières (dans tous les sens du terme !). Le fidèle suisse voit le pape à la télévision et le prêtre à la paroisse, mais, dans sa tête, tant l'évêque diocésain - qui est son « pasteur fondamental » - que le diocèse n'existent guère. L'Eglise diocésaine, dispersée en une multitude de régions et organismes cantonaux, n'a plus le minimum d'unité nécessaire pour donner une image perceptible. Les fidèles en arrivent donc à ignorer l'élément fondamental de la vie ecclésiale.

Cette situation est aggravée par le fait que les évêques de Bâle, de Coire, de Lausanne et autres lieux résident, pour des raisons d'ordre historique, dans de (charmantes) villes de moyenne importance (Soleure, Coire, Fribourg) et non là où se trouvent l'essentiel de leurs ouailles, c'est-à-dire dans les grandes

agglomérations du Plateau. Pour faire bref, disons qu'en Suisse, les pasteurs ne sont pas là où se trouvent les brebis. Le troupeau en pâtit.

Privilégier le gouvernement

Dans ces circonstances complexes, l'évêque diocésain devrait s'investir dans sa fonction de « chef d'entreprise » même si, évidemment, le « travail pastoral, ce n'est pas seulement d'être administrateur d'une grosse entreprise qui s'appelle le diocèse de Lyon », comme l'a joliment dit le cardinal Philippe Barbarin.² Lorsque l'Eglise diocésaine est compliquée, la fonction de gouvernement devient essentielle. Elle n'a toutefois pas été privilégiée dans la tradition helvétique, d'autant que les questions matérielles sont largement prises en charge par les organismes administratifs para-ecclésiaux. C'est la fonction d'enseignement qui a prédominé, ce qui n'est pas surprenant si l'on se souvient que les évêques des trois grands diocèses suisses sont régulièrement d'anciens professeurs : NNSS. Hänggi et Koch à Bâle, Mamie, Grab et Genoud à Fribourg. Et le site officiel du diocèse de Coire présente ainsi son évêque : « Mgr Vitus Huonder, Prof. Dr theol.,... »

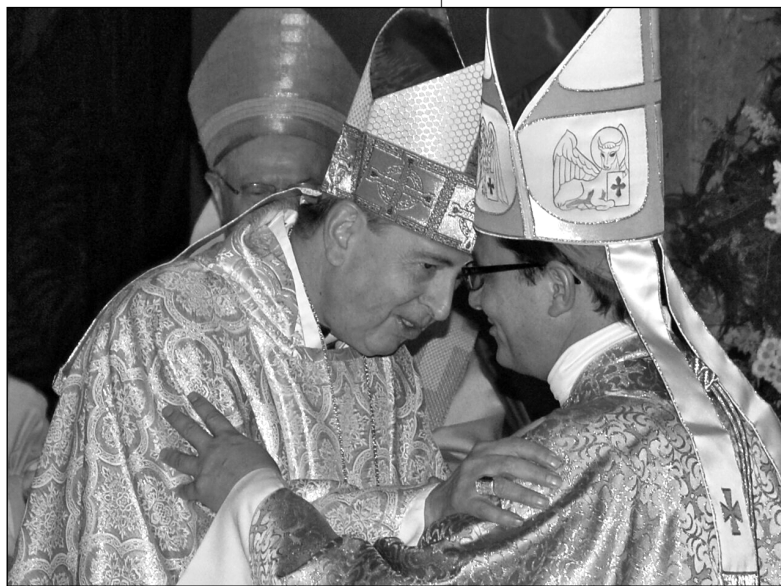
Il est aussi illusoire de croire que la fonction de gouvernement peut être assumée par délégation, notamment en confiant l'ensemble des affaires administratives à un vicaire général (canoniste). Un tel collaborateur prend alors un tel poids, une telle influence qu'un

déséquilibre s'en suit, sans compter le mécontentement que cela provoque dans le clergé. De même, le recours à des évêques auxiliaires n'est pas une solution, au contraire. Dans la mesure où le sacrement de confirmation peut être administré par des prêtres, notamment par les vicaires épiscopaux au bénéfice d'un mandat, les auxiliaires ne sont pas indispensables. En revanche, leur seule existence aux côtés de l'évêque diocésain donne l'impression (mauvaise) que le diocèse est dirigé par un « collège épiscopal » et non par l'évêque diocésain.

De plus, lorsque les évêques auxiliaires résident dans des métropoles, Zurich ou Genève, ils renforcent par leur seule présence le sentiment d'Eglise cantonale autonome. Une fois encore, l'unité du diocèse en est affaiblie. Et même la nécessité d'avoir une Conférence des évêques étoffée ne saurait justifier une

église

*Ordination de Félix Gmür par Mgr Koch
(16.01.11)*



2 • Archevêque de Lyon depuis 2002. (n.d.l.r.)

telle atteinte à l'unité de l'Eglise diocésaine et, finalement, au fonctionnement du diocèse.

En bref, la culture helvétique est en opposition avec la structure ecclésiale, c'est-à-dire des diocèses dirigés par un évêque diocésain. Pour leur part, les grandes Eglises diocésaines suisses souffrent de leur complexité qui portent atteinte à leur unité. Certes, tout repose sur la bonne volonté des personnes concernées, mais une situation organique dommageable, insupportable ne doit pas être subie avec résignation.

L'avenir

Même si les mentalités évoluent lentement, la répartition, donc la composition des diocèses suisses, peuvent être revues avant la fin des temps. La question a été examinée en détail, il y a une trentaine d'années, par une commission d'experts mise en œuvre par la Conférence des évêques suisses. Ce groupe de sages a proposé la création des diocèses de Lucerne, de Zurich et de Genève.³ Cela impliquait notamment la refonte totale du concordat de 1828 organisant le diocèse de Bâle. Par ailleurs, toute modification de diocèse nécessitait alors (et jusqu'en 2001) l'autorisation de la Confédération.

Les cantons composant le diocèse de Bâle se sont déclarés réticents quant à ce projet, et la nécessité d'une autorisation fédérale est apparue de nature à provoquer de pénibles débats. Au demeurant, le Saint-Siège préfère régler ces questions par voie de concordat de façon à être au bénéfice d'un engagement ferme, contractuel des Etats (cantonaux et fédéral en l'espèce) concernés.

La voie concordataire, certes sûre, a un effet tout aussi certain : elle cristallise durablement la situation. En clair, vu la stabilité helvétique, le concordat bloque tout... pour des siècles, surtout si le partenaire contractuel du Siège apostolique n'est pas un (seul) Etat, mais onze (dix cantons et la Confédération) dans le cas du diocèse de Bâle !

Il faut donc tenter de débloquer la situation, qui est intenable, en commençant là où il y a une forte nécessité, sans contrainte concordataire, c'est-à-dire par Zurich, même si ce canton est à cet égard un « mauvais élève » par les temps qui courent. Les Helvètes doivent d'abord comprendre qu'une nouvelle répartition des diocèses est indispensable et infiniment plus importante que le maintien de règles spéciales pour la désignation des évêques. La satisfaction de voir l'évêque, de Bâle par exemple, élu par le Chapitre cathédral, cénacle fort restreint au demeurant, est bien vaine si le malheureux élu est mis à la tête d'un diocèse ingérable.

Comme cette question concerne en définitive l'ensemble de la Suisse, c'est à la Conférence des évêques qu'il incombe de convaincre le Saint-Siège de la nécessité d'agir sans tarder *quia periculum est in mora*. Il y a vraiment péril en la demeure.

Ph. G.

3 • Interrogé sur la nécessité d'un partage du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, Mgr Farine a répondu : « La structure de notre diocèse - et la vie qui en découle - s'est renforcée durant cette dernière décennie avec le rassemblement de type synodal AD 2000 et les différents synodes diocésains qui ont suivi. Un partage de notre diocèse n'est donc plus vraiment à l'ordre du jour », in *Apic* n° 295, 22 octobre 2010. (n.d.l.r.)